



## Déclaration liminaire de la CGT FINANCES PUBLIQUES au CTL du 13 octobre 2016

Ce comité technique local se tient dans un contexte lourd pour l'ensemble des salariés : les attaques liées à la loi travail, la poursuite d'une politique de réduction des dépenses publiques qu'à la CGT nous qualifions simplement d'austérité, un climat politique lourd qui dresse les citoyens entre eux, une criminalisation de l'action syndicale qui ne se cache plus et des annonces plus ou moins délirantes sur l'avenir de la fonction publique font régulièrement la Une des médias.

C'est donc dans ce contexte que vivent les agents de la DGFIP et le moins qu'on puisse dire, c'est que dans l'exercice de leurs missions, ils ne trouvent pas les conditions de travail qui leur permettent d'être simplement sereins.

Le projet de loi de Finances 2017 prévoit 1630 suppressions d'emplois, ce qui par rapport à 2016 semble représenter une diminution de 500 suppressions. Force est de constater que ce chiffre est faux puisqu'il englobe l'embauche de 199 apprentis : ce recrutement est donc considéré comme un recrutement d'agents titulaires. Or, les apprentis n'ont pas vocation à exercer les missions des agents titulaires qui eux sont recrutés sur concours, sur des postes et formés.

En tout état de cause, la CGT ne revendique pas la diminution des suppressions mais bien leur arrêt et même un recrutement à la hauteur des besoins !

Pour la CGT, aujourd'hui la DGFIP fait de nouveau le choix de supprimer 1815 emplois. Pour mémoire, en 2008, nous étions 126 586, aujourd'hui nous sommes 109 068, soit une diminution de 13 % des effectifs. Pourtant, la charge de travail, elle, n'a pas diminué.

De plus, ce choix de supprimer des emplois dans notre direction la met en danger : car il implique toujours plus de restructurations, donc toujours moins de proximité avec les usagers, avec les collectivités locales. Ces choix affaiblissent donc notre administration à leurs yeux ! Quelle différence entre la DGFIP et un opérateur de téléphonie quelconque, si le seul lien est un numéro de centre d'appel ou une adresse mel ?

Ne parlons même pas de la retenue à la source à laquelle la CGT s'oppose. En plus d'être une usine à gaz fiscale, elle sera le prétexte pour démanteler notre administration.

Quant à la transparence nationale sur les restructurations, réclamée par la CGT, afin de donner une visibilité aux agents, nous l'attendons toujours.

Au plan local, la CGT réitère sa demande de plus de transparence sur les restructurations à venir afin que les agents puissent envisager un avenir professionnel.